

## Les dangers du désenchantement euroméditerranéen.

Le désenchantement dans lequel baigne actuellement le projet euro-méditerranéen et la panne de sa dynamique de partenariat ne se gèrent pas comme on arrête un véhicule sur une aire de stationnement en attendant d'y voir plus clair.

Car la vie continue, les problèmes demeurent, et dans le vide politique ainsi créé, une onde inverse se déploie qui déstabilise l'ensemble de la zone, peut remettre en cause le résultat des efforts en cours et défaire ce qui a été fait.

Au-delà de la fracture nord-sud qui déjà ne cessait de se creuser, c'est maintenant la cassure entre Méditerranée occidentale et orientale qui réapparaît. Or les dynamiques internes aux deux sous-ensembles génèrent désormais des postures bien différenciées, sinon contradictoires.

En Méditerranée occidentale c'est le dialogue « 5 + 5 » qui s'affirme et semble le plus opérationnel. On pourrait s'en réjouir s'il s'agissait d'appliquer d'une manière plus ciblée et plus décentralisée les principes mêmes du processus de Barcelone. Mais comment ignorer que les questions qui y sont traitées sont en priorité celles de la sécurité et des migrations, et finalement surtout le refoulement de ces dernières, érigé au rang de nouvelle et première conditionnalité exigée des pays du sud, tirant ainsi de fait un trait sur leur nécessaire démocratisation et sur les conditions de la délicate transition y conduisant. Plus grave, le traitement différencié par chacun des pays européens des immigrés clandestins met en péril l'espace Schengen : à quoi sert une frontière extérieure commune si un pays membre développe une politique plus libérale que son voisin à l'égard de ceux qui arrivent malgré tout à passer ? Il faudra bien une politique commune si l'on ne veut pas régresser.

En Méditerranée orientale, l'Union Européenne jusque-là impuissante a étalé son incohérence. Déjà depuis des années, elle avait assisté sans réagir à la destruction par Israël de toutes les infrastructures, payées par les Européens, qui pouvaient aider à l'émergence et à la structuration d'un Etat palestinien. On a constaté où a conduit cet affaiblissement de l'Autorité Palestinienne. Et maintenant, à l'occasion de la récente guerre au sud du Liban, on a vu les Espagnols essayer de renouer des liens avec la Syrie (ce qui sera bien évidemment indispensable un jour), suivis par les Allemands (empêchés *in extremis*), tandis que la France mettait en scène sa responsabilité majeure dans l'adoption d'une résolution de cessez-le-feu dont elle déclarait ensuite que son imprécision rendait impossible l'augmentation de son propre engagement. L'Italie se manifestait alors de son côté, tout ceci avant que l'Union tente d'avoir une position commune, et les Britanniques ne cachant plus leur alignement systématique sur les Etats-Unis. La fin de la récréation a été heureusement mais tardivement sifflée, lorsqu'il fut bien clair qu'en aucun cas la Finul n'aurait à combattre ni les Israéliens ni le Hezbollah, et qu'elle ne serait pas déployée le long de la frontière syrienne. Autant dire que tout reste soumis à un accord des parties.

Certes l'Union Européenne n'est pas responsable de tous les malheurs des peuples de la région. Les premiers responsables sont sur place. Et il est inutile, voire dangereux de laisser croire que nous aurions par nature une capacité particulière, individuelle ou collective, à régler les conflits. Si c'était le cas, cela se saurait. En outre le blocage institutionnel interne aux 25 ne permet pas et pour longtemps d'être bien crédible sur la scène internationale, même dans notre voisinage immédiat. Mais au moins pouvons-nous harmoniser nos positions et éviter ces vaines gesticulations.

Face à cette réalité, il faut écarter la tentation de l'interventionnisme guerrier comme celle de la lassitude, du désintérêt. Ce sont les deux faces d'un même mensonge. Aucun des

membres de l'Union n'a plus les moyens du premier. Et aucun n'est à l'abri des conséquences d'un conflit majeur à nos portes.

Il faut donc, tout en s'adaptant sans cesse aux circonstances mouvantes, continuer lucidement l'œuvre entreprise à Barcelone, qui ne se concevait pas sans le préalable d'une paix au Proche Orient. Or les conditions politiques de l'établissement de la paix entre Israël et chacun de ses voisins sont connues depuis longtemps, singulièrement depuis les négociations menées à Camp David sous l'autorité de Bill Clinton et depuis les accords de Genève. Il n'y en aura pas d'autres. Elles impliquent le rassemblement de tous les acteurs de la zone, sans en exclure aucun puisque personne n'en a les moyens : Tsahal vient d'en faire la démonstration avec le Hezbollah. C'est dire si l'Union Européenne, et chacun de ses membres en attendant une position commune, doit rejeter tout discours réducteur et tout engrenage dans un « axe du mal » dont le ressort est d'une autre nature et qui, en voulant tout simplifier, rend tout impossible.

Compte tenu de la nature de ses possibilités, plus pacifiques et financières qu'autoritaires, le temps de l'Union est le temps long. C'est en fonction de cette dimension qu'il faut répéter inlassablement sur l'ensemble de la Méditerranée les mêmes messages et offrir les mêmes alternatives. La société civile, le monde des entreprises et des associations, celui des universitaires et des pouvoirs locaux, sont toujours réceptifs et réactifs à un discours européen de ce type. Il faut l'encourager et continuer de l'impulser. C'est le système politique, en particulier celui de l'Europe paralysée par sa division, qui est en retard sur la réalité humaine du sud et ses aspirations. Il n'est donc pas déraisonnable de demander aux responsables politiques européens de percevoir le véritable rôle qui est le leur, celui qu'on attend d'eux et faute duquel les efforts les plus magnifiques, qui sont nombreux dans cette zone pleine d'espérances, ne peuvent pas déboucher. Une page nouvelle de l'action des Européens peut ici s'écrire, sans oublier le passé, mais en en tirant les leçons : elle ne peut être que collective.